

**Notice de sélection
pour recrutement d'un Consultant Individuel
IC/04/FSI/2020**

Date: 23 Janvier 2020

Pays :	République Centrafricaine
Intitulé :	Recrutement d'un(e) consultant(e) International(e), expert(e) en appui au développement des référentiels métiers pour les forces de sécurité intérieure.
Durée de la mission :	60 Hô/jours sur une période de 6 mois

Prière d'envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l'adresse e-mail achats.cf@undp.org avec mention de la référence et intitulé du dossier.

Votre proposition devra être reçue au plus tard le 13 Février 2020

N'hésitez pas à écrire à l'adresse procurement.cf@undp.org pour toute information complémentaire.

II. Contexte

Dans le cadre de la restauration et de l'extension de l'autorité de l'Etat (RESA), la République Centrafricaine (RCA) se heurte à la problématique de l'insécurité récurrente et des actions criminelles des groupes armés qui limitent son champ d'action. Pour remédier à cette situation, la priorité doit être orientée vers la réforme du secteur de sécurité pour doter la RCA des Forces de Défense et de Sécurité professionnelles et opérationnelles capables de restaurer l'autorité de l'Etat et de garantir la paix et la sécurité durables.

Cette paix et sécurité durables dépendront des efforts conjugués entre le gouvernement centrafricain et la communauté internationale pour appuyer le renforcement des capacités et le développement des forces de sécurité intérieure (FSI) professionnelles, inclusives, républicaines, opérationnelles et de proximité respectueuse des droits de l'homme. Ces FSI ont été ébranlées par la crise récurrente qui a secoué la RCA à maintes reprises depuis l'Indépendance et plus particulièrement la récente crise de 2013. Ces crises ont eu pour conséquence, la faiblesse de la qualification du personnel, pourtant confrontés aux défis importants de sécurité, de restauration de l'autorité de l'Etat et de l'Etat de droit. Avec plus de 13 ans sans recrutement, les effectifs ont vieilli avec une pyramide de grades renversée. Ce phénomène rend les FSI de plus en plus inefficaces dans l'exécution de leurs missions régaliennes.

En vue d'appuyer la RCA à la réforme de ces FSI, la MINUSCA appuyée par les partenaires internationaux s'est basée sur la résolution 2387 du 15 Novembre 2017 pour mener des activités d'appui essentiellement consacrées à la protection des civils, à l'appui opérationnel des FSI ainsi qu'au renforcement de leurs capacités. C'est dans cette optique que la MINUSCA, de 2014 à 2018, a entamé des formations axées sur les besoins urgents de renforcement de leurs capacités opérationnelles. Les progrès réalisés dans la restauration de l'autorité de l'état et le retour progressif à la stabilité, permet d'entamer une modernisation du système de la formation des personnels des Forces de sécurité

intérieures afin d'obtenir un meilleur impact et des résultats plus durables. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'élaboration des référentiels et séquences de la formation des personnels des forces de sécurité intérieure.

L'impact de l'engagement de la communauté internationale pour la reconstruction des Forces de Sécurité Intérieure centrafricaines grâce à la formation, est indéniable. Cet impact risque cependant d'être éphémère, si l'opportunité de la mise en place d'un système performant de formation n'est pas saisie. Il s'agit en l'occurrence de procéder à l'élaboration des référentiels de métier de chacune des institutions, afin de déterminer de manière plus précise, les compétences nécessaires à l'accomplissement de leurs missions. L'élaboration de ces référentiels constitue la base de la mise en place des outils pédagogiques pertinents que sont les séquenciers de la formation continue et de la formation initiale. Ces outils permettront d'élaborer un matériel de formation adapté aux différents niveaux de la hiérarchie de ces institutions tout en prenant en compte la diversité des profils que l'on peut observer dans ces institutions.

C'est dans ce cadre-là que le projet d'appui au renouvellement des forces de sécurité intérieure, mis en œuvre par le PNUD et la MINUSCA et financé par le fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix entend appuyer le ministère de l'intérieur chargé de la sécurité publique à développer les référentiels Métier pour les FSI et les séquenciers de la formation initiale et continue pour la Police et la Gendarmerie et l'élaboration des manuels de la formation continue à partir des séquenciers de formation.

III. Fonctions / Principaux résultats attendus de l'Expert Technique

L'Expert(e) Technique International(e) en appui à l'élaboration d'un référentiel de la formation pour la Gendarmerie et la Police centrafricaine, travaillera sous la supervision directe du Conseiller Technique Principal du projet et en étroite coopération avec l'ensemble du staff du projet, ainsi qu'avec la composante Police de la MINUSCA à travers le pilier développement et sa section de coordination de la formation.

Le Consultant devra travailler conjointement avec les partenaires techniques et financiers du Ministère de l'Intérieur chargé de la sécurité publique intervenants dans le domaine de la formation des FSI pour garantir une bonne coordination des interventions.

En étroite collaboration avec les Services des Forces de sécurité intérieure centrafricaines chargées de la formation et des ressources humaines, le consultant procédera au développement d'un référentiel de métiers de la Police Centrafricaine et de la Gendarmerie Nationale, permettant plus tard de développer un référentiel de la formation et des formations adaptées aux différents métiers des deux institutions.

Les activités suivantes seront mises en place en vue d'atteindre les produits escomptés :

- Faire une analyse approfondie de la structuration des catégories d'emploi et de métiers de la Police centrafricaine et de la Gendarmerie nationale ;
- Etablir une description précise des tâches et compétences afférentes à chaque métier et les conditions d'accomplissement de ces tâches ;
- Déterminer les bases légales d'exécution de chacune de ces tâches ;
- Organiser un atelier par catégorie d'emploi pour l'élaboration des référentiels métiers à livrer ;
- Organiser un atelier de validation de l'ensemble des documents élaborés ;
- Finaliser et réviser les documents selon les recommandations de l'atelier de validation.

IV. Livrables attendus

Les prestations demandées à l'expert(e) international(e) s'articulent autour de la livraison des produits suivants :

- Rapport 1 : Méthodologie de la mission et chronogramme ;
- Rapport 2 : Etat des lieux (analyse des catégories d'emploi) ;
- Rapport 3 : Un référentiel de métiers de la Police centrafricaine ;

- Rapport 4 : Un référentiel de métiers de la Gendarmerie Nationale ;
- Rapport 5 : Rapport final d'exécution de la consultance avec des recommandations claires et adaptées.

V. Compétences

Compétences de base

- Connaissances approfondies en gestion des ressources humaines ;
- Connaissance du domaine de la Sécurité ;
- Connaissance des concepts, principes et outils liés à la formation dans le domaine policier ;
- Expertise en change management, savoir mener à bien un projet de réforme.

Compétences liées au PNUD :

- Démontre son intégrité par le respect des valeurs et de l'éthique des Nations Unies ;
- Promeut la vision, la mission et les buts stratégiques du PNUD et des Nations Unies ;
- Respecte les différences culturelles, de genre, de religion, de race, d'âge et de nationalité ;
- Traite ses collègues équitablement et sans favoritisme.

Compétences liées au poste :

Expertise technique : Démontre sa compétence technique dans le domaine d'expertise requis ; Fait preuve d'une capacité à comprendre son environnement, sur le plan organisationnel et stratégique ; transmettre sa connaissance à travers tout support approprié (note, présentation orale, etc), proposer des options programmatiques et offrir des solutions pragmatiques au défis rencontrés. Il doit disposer de capacités à développer une vision stratégique et macro ;

Capacité d'analyse et de synthèse : Excellente capacité à analyser une situation et à en transmettre la synthèse. Aptitude à articuler des options et faire des recommandations basées sur une analyse circonstanciée ;

Capacité d'initiative : savoir prendre des initiatives pertinentes aux moments clés du projet ;

Capacité de développer des plans d'action : Excellente capacité dans le développement de plans d'action, de formulation des objectifs stratégiques et de les traduire en objectifs opérationnels ;

Travail en équipe : Aptitude à travailler en étroite collaboration avec le supérieur hiérarchique, les collègues du projet et du Bureau Pays du PNUD et de la MINUSCA, les partenaires nationaux ainsi que toute autre personne concernée par le projet, et capacité à maintenir de bonnes relations de travail dans le respect de la diversité ;

Communication : Excellente capacité de rédaction et de synthèse. Démontre de bonnes capacités de communication orale et écrite ; cela inclut notamment la capacité à rédiger des rapports et faire des présentations orales ; transmettre des positions institutionnelles sur des questions difficiles ;

Maîtrise personnelle : Aptitude à travailler sous pression dans un environnement complexe et évolutif. Capacité à travailler de façon impartiale, avec tact et discrétion ;

Aptitude technologique : Bonne maîtrise de l'outil informatique.

Une forte disponibilité avec des déplacements fréquents dans le pays.

Compétences comportementales :

- capable de fédérer, de convaincre ;
- à l'écoute ;
- grande faculté d'adaptation.

VI. Qualifications

L'expert retenu pour effectuer cet appui devra disposer des qualifications suivantes :

Formation :

- Être titulaire au minimum, d'un diplôme de niveau Maitrise en gestion des ressources humaines, sciences de l'Éducation, Sciences Policières, Administration publique, ingénierie de la formation, en Leadership et Management ou tout autre discipline.

Expérience de travail

- Au minimum 10 ans d'expérience professionnelle ;
- Expérience prouvée en matière d'élaboration des référentiels de métiers, description de tâches, description de fonction (minimum 3 expériences) ;
- Expérience précédente dans le domaine de la sécurité intérieure est un atout ;
- Excellente compréhension des priorités et des défis du secteur de sécurité intérieure de la sous-région des Etats de l'Afrique Centrale ;
- Bonne connaissance de l'outil informatique (Word, Excel, PowerPoint, Email sous environnement Microsoft).

Langue

- Excellente maîtrise du français écrit et parlé. La maîtrise de l'Anglais serait un atout.

VII. Lieu de travail

Essentiellement à Bangui (République Centrafricaine).

Une partie de la consultation pourra être menée à domicile (Home-based).

VIII. Modalités de paiement

Les honoraires du consultant seront réglés conformément à la grille du PNUD, et ce comme suit :

Paiement	Montant	Livrable
1 ^{er} livrable	10 %	Rapport avec méthodologie de la mission et chronogramme ;
2 ^{ème} livrable	20 %	Rapport sur l'état des lieux (analyse des catégories d'emploi) ;
3 ^{ème} livrable	20 %	Un référentiel de métiers de la Police centrafricaine ;
4 ^{ème} livrable	20 %	Un référentiel de métiers de la Gendarmerie Nationale
5 ^{ème} livrable	30 %	Rapport final d'exécution de la consultance avec des recommandations claires et adaptées.

IX. Critères d'évaluation

1. **Évaluation technique** : les candidats qui auront plus de 70% des points seront retenus pour l'étape suivante. Le tableau des critères techniques :

Évaluation technique		Note maximum	Consultants				
			A	B	C	D	E
1.	<p>Critère 1 : Qualification</p> <p>Être titulaire au minimum, d'un diplôme de niveau Maitrise en gestion des ressources humaines, sciences de l'Education, Sciences Policières, Administration publique, ingénierie de la formation, en Leadership et Management ou tout autre discipline.....150 points</p>	150					
2.	<p>Critère 2 : Au minimum 10 ans d'expérience professionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Moins de 10 ansÉliminé • 10 à 15 ans150 points • Plus de 15 ans200 points 	200					
3.	<p>Critère 3 : Expérience prouvée en matière d'élaboration des référentiels de métiers, description de tâches, description de fonction (minimum 3 expériences).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Moins de 3 expériences.....0 points • =3 expériences.....100 points • > 3 expériences.....150 points 	150					
4.	<p>Critère 4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expérience précédente dans le domaine de la sécurité intérieure50 points • Pas d'expérience précédente dans le domaine de la sécurité intérieure.....00 points 	50					
5.	<p>Critère 5 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TdRs.....0-300 pts • Plan de travail.....0-150 pts • L'absence de méthodologie et plan de travail.....Éliminé 	450					
Total		1000					

2. **Évaluation financière** : Après vérification de l'adéquation entre les propositions financière et technique, chaque offre financière (F) recevra une note financière (NF) calculée par comparaison avec la proposition financière la moins disante (Fm) de la manière suivante : $NF = 100 \times Fm / F$ (F étant le prix de la proposition financière).

3. **Note finale** : Pour finir, les propositions seront ensuite classées en fonction de la note totale pondérée: $\text{Note Globale} = 0,7 * \text{Nt} + 0,3 * \text{Nf}$. L'Offre sera adjugée à l'égard de la soumission ayant obtenu la note totale pondérée la plus élevée tout en tenant compte des principes généraux du PNUD (coût et efficacité). Le PNUD ne s'engage en aucun cas à choisir forcément le Consultant offrant le plus bas prix.

Documents à soumettre avec la candidature :

- CV (avec un état exhaustif des expériences spécifiques dans le domaine de l'élaboration des référentiels métiers) ;
- Offre Technique détaillée comprenant le Plan de travail, Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TdRs ainsi que le chronogramme d'exécution de cette mission.
La non soumission d'une offre technique entrainera l'élimination directe de la candidature ;
- Offre financière (détaillée par livrable/Nb de jour de travail). Le consultant devra présenter une offre lumpsum de cette consultation comprenant tous les frais liés à cette prestation (transport aérien, séjour, alimentation, taux journalier, ...).